

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Témoignage d'un ancien électeur

Les Cavaliers Rouges

Les Cavaliers Rouges
Témoignage d'un ancien électeur
01/09/2025

article du collectif Les Cavaliers Rouges

fr.anarchistlibraries.net

01/09/2025

J'aimerais ici partager ma courte et fulgurante évolution d'électeur à anarchiste, car il me semble important de ne pas laisser sous silence mes erreurs de jugement du passé qui, je suis certain, ont déjà été commises par beaucoup d'entre nous. J'espère que d'autres me suivront dans ma démarche et partageront eux aussi leurs propres témoignages.

Au début de la campagne présidentielle de 2022, les paroles de Yannick Jadot m'avaient séduit. L'écologie était, comme encore aujourd'hui, un sujet politique au cœur des préoccupations de chacun. Et je pensais que si des changements devaient avoir lieu à grande échelle, cela ne pouvait être qu'à travers un pouvoir gouvernemental. Surtout qu'on ne manquait pas de rappeler tous les quatre matins le bilan catastrophique de la macronie en matière d'écologie. Alors naturellement, le visage d'un parti qui se nomme "Europe Écologie Les Verts" me parut tout de suite plus chaleureux que les autres (surtout que, quand on est de gauche, on aime forcément l'Europe...).

Un Yannick Jadot, c'est un "candidat sérieux". D'une part, parce que c'est un homme blanc de plus de quarante ans. D'autre part, parce qu'il parle bien. Il ne s'énervait pas, il porte la cravate (mais pas toujours), il apparaît sur RTL, et il prend bien son temps pour répondre aux questions. Il paraît tempéré, comme l'incarnation de la "médiété" d'Aristote : ni téméraire, ni lâche, mais simplement courageux. C'est ça un candidat sérieux.

Et c'est selon cet idéal du candidat sérieux que je commis ma première infidélité. Un autre me paraissait encore plus sérieux : Mélenchon. Il parle encore mieux, il est plus âgé, il porte la cravate, et il va sur BFMTV. Le seul hic, c'est qu'il s'énervait souvent, et on ne manquait pas de le lui rappeler. Mais cette lacune est compensée par autre chose. Lui, il met le programme au centre de tout. Il ne fait pas passer sa petite personne avant les autres, pas comme ces Républicains qui se marchent dessus durant leurs primaires. Lui, il est là parce qu'il porte bien le programme sur lequel il fait campagne. Des chiffres et des principes, il ne pouvait s'en passer.

C'est un sacré personnage dont on aime refaire le portrait un verre à la main. En même temps, c'est difficile de ne pas entendre parler de lui, alors c'est toujours bien d'avoir quelques trucs à dire sur lui en stock, dans l'éventualité d'une conversation houleuse.

Mais comme beaucoup d'électeurs LFI, je ne manquais pas de rappeler que je m'en fichais de Mélenchon. À croire que si ça avait été Jean-Marie Le Pen à sa place, cela n'aurait fait aucune différence. Non, j'étais attaché à ce beau programme. Est-ce que je l'ai lu en entier ? Pas du tout.

Mais j'en avais suffisamment lu pour avoir des arguments à balancer aux non-électeurs LFI, à ceux qui trouvaient que "le vieux criait trop fort".

J'étais armé, prêt à en découdre. C'était même devenu un jeu. J'essayais de deviner les idées politiques de mon interlocuteur, puis j'attendais que le nom de M le maudit soit prononcé, sans jamais le prononcer moi-même. Et là, c'était parti. Le programme, les mesures, les promesses et les calculs étaient balancés en rafale, sur fond de valeurs creuses et fédératrices, comme la justice ou la liberté (dès lors qu'on ne les définit pas). Bien sûr, ça ne faisait pas avancer le schmilblick d'un centimètre, mais c'était simplement pour se conforter dans l'idée qu'il n'existait pas de meilleur programme, et donc de meilleur parti.

Peut-être que c'est encore aujourd'hui le meilleur programme. Je me souviens surtout du "grand chiffre" du programme, où Mélenchon et ses adjoints gesticulaient devant des économistes à demi-éveillés - gesticulations entrecoupées par des clips de campagne dignes de l'âge d'or de l'UMP. Mais le programme paraissait solide sur de nombreux points, surtout si on le comparait à ceux des autres... C'est difficile de faire pire qu'un Zemmour qui veut robotiser l'agriculture pour empêcher les migrants de travailler dans les champs.

D'ailleurs, en parlant de ce cher Éric, c'est vrai qu'il nous a fait une petite frayeur. Une semaine, les médias mainstream nous annonçaient que les zemmouristes représentaient 14% des électeurs, puis nous disaient la semaine suivante qu'ils n'étaient que 10%. Heureusement, Zemmour ne fit que 7%. Mais la présence grandissante du fascisme, incarné aussi et surtout par Le Pen, donnait un sens au vote Mélenchon. Cela montrait que la gauche n'était pas morte, que les fachos n'étaient pas si nombreux.

Avec tout ça dans la tête, c'était difficile de mettre autre chose qu'un bulletin LFI dans l'urne. Ce fut assez rude de constater l'absence du parti de gauche au second tour. Et ce fut d'autant plus rude de réaliser que le prochain bulletin allait s'appeler Macron, et qu'il fallait construire le barrage rituel qu'on aime tant en France.

Si nous voulons envoyer un message fort pour l'émancipation de chacun, commençons par brûler nos cartes électorales.

L'idée de m'abstenir me traversa l'esprit, mais rien que le fait d'y songer me rendait malade.

Une boule au ventre, comme celle qu'on a avant un rendez-vous important. Ce sentiment qui dit : "Il faudra être à la hauteur le moment venu." En période électorale, ce sont les électeurs qui se sentent élus. Élus pour mener à bien une mission ; faire gagner le prochain sauveur de la France. On se sent responsable envers autrui avec un droit de vote, responsable envers ceux qui ont tort de se désintéresser de la politique, ou ceux qui votent contre leurs intérêts. C'est un sentiment bien étudié par la sociologie du vote. J'ai donc voté Macron pour ne pas me sentir mal, et je regrette amèrement ce choix aujourd'hui.

Quand j'ai eu envie de comprendre pourquoi je me sentais aussi mal à l'idée de m'abstenir, j'ai trouvé du réconfort (étrangement) dans la sociologie du vote. Et j'ai découvert que ce mal-être n'était pas un problème individuel, mais massif. Les travaux d'André Blais et de Pierre Bréchon, entre autres, m'ont appris que la pression sociale jouait un rôle important dans le fait de voter ou non. Puis il y a ce sentiment de culpabilité. Si la grande majorité d'entre nous continue de voter, ce n'est pas selon des raisons logiques.

Les anarchistes le disaient bien avant, mais les sociologues confirment cette théorie à travers une autre approche. Ils expliquent que si on devait calculer les "coûts" et les "bénéfices" d'aller voter, dans l'écrasante majorité des situations, on devrait choisir de s'abstenir pour se préserver. C'est ce qu'on nomme sobrement le "paradoxe du vote".

L'élection m'a alors semblé aussi bien fondée que Noël ou la Saint-Patrick : c'est une fête. Une fête qui a souvent des répercussions très importantes pour le quotidien des individus, mais elle reste une fête. C'est un moment où l'on se rassemble, où l'on revoit tata et papy pour manger ensemble le dimanche, après avoir chacun déposé un bulletin dans l'urne.

Voilà actuellement l'état de la politique, une fête.

Avant même d'être séduit par les idées anarchistes, je commençais à me dire que l'élection n'était pas importante. Pas qu'elle était à la racine du mal et de la domination, simplement qu'elle n'était qu'une version appauvrie de la politique, une imitation grotesque d'acte émancipateur.

Mais ces idées n'avaient pas suffisamment infusé pour qu'elle puisse changer mon comportement à cette époque. Je me disais : "Ok, l'élection c'est n'importe quoi, mais de la même manière qu'on se fait quand même des cadeaux à Noël même si on trouve ça ridicule, on ne va pas cracher sur une opportunité de s'exprimer à l'échelle nationale. C'est symbolique, mais on n'a rien de mieux." C'est cette manière de penser qui m'amena à voter de nouveau, suite à la dissolution de l'Assemblée nationale en 2024.

Et pourtant, j'adhérais complètement aux idées anarchistes. J'avais commencé à militer, j'allais en manif, je distribuais des tracts, et j'étais convaincu que l'État était l'une des pires choses que l'humanité eût créées. Mais deux choses, deux idées tenaces me faisaient penser qu'il était raisonnable d'aller voter.

La première, la plus évidente : le retour en force du Rassemblement National. Tout le monde ne faisait que prophétiser un gouvernement RN en cas d'abstention des classes populaires, et il n'y avait pas de temps pour réfléchir. En une nuit, le Nouveau Front Populaire était créé, le choix était évident. Et même si aucun des partis qui le composaient n'avait ma sympathie, il m'aurait semblé irresponsable de ne pas voter pour eux. "*There [was] no alternative*", ou du moins pas d'alternatives immédiates.

La seconde : le fait de voter pour des parlementaires, et non pour un président. J'avais au fond de moi le sentiment que j'étais moins en contradiction avec mes idées en votant à des législatives qu'en votant à des présidentielles, comme si le nombre assez conséquent de parlementaires dans une assemblée rendait le tout plus démocratique. C'était évidemment une vue de l'esprit, mais ça avait son petit effet. Une Assemblée nationale n'est pas un lieu de démocratie ou de sagesse politique, car l'idée même de "représentation du peuple" est une dépossession politique, un vol scandaleux.

Si on ajoute à tout cela le retour de la pression sociale et de ce sentiment de culpabilité, je ne pouvais pas ne pas voter pour le NFP. Et au second tour, ce fut Firmin-Le-Bodo. La gauche radicale avait sacrifié beaucoup de ses principes durant cette élection, pour qu'au final, ce soit Michel Barnier le Républicain qui reprenne le flambeau. La suite, nous la connaissons.

Cette série d'expériences amères fit de moi un non-électeur, un abstentionniste fier. Ou plutôt, un anti-électoriste. Plus jamais je ne feindrai de vouloir

être "représenté" par une classe autre que la mienne, celle des dépossédés. On ne m'y reprendra plus. C'est la fin du vote anarchiste.

2027 a ses enjeux, comme chaque élection. Et spoiler : il y aura toujours des fascistes en démocratie libérale. Ce n'est pas un gouvernement de gauche (s'il pouvait exister) qui mettra fin au fascisme, parce qu'aucun gouvernement ne peut s'attaquer aux conditions de possibilité du fascisme. Tant que l'État et le mythe de l'homme providentiel, ou du programme providentiel, continueront d'exister sur Terre, il y aura toujours des fascistes. Et les fascistes n'inventent rien, ils ne font que refaire du vieux avec du vieux. L'État est déjà un appareil de domination, les fascistes ne font que perfectionner l'État à des fins plus dévastatrices.

Comme toujours, la gauche radicale fera avec les moyens du bord pour combattre l'extrême droite, dans la rue comme dans les consciences. Mais le bulletin de vote ne fera qu'empirer la situation. Il rend légitime le parti, il justifie l'autorité, il normalise l'abdication.

Démocratie et élection ne sont synonymes que parce que les dominants n'ont pas cessé de marteler cette fausse équivalence. À force de répéter que l'esprit de la démocratie se trouvait dans un bout de papier avec un nom inscrit dessus, cette absurdité est devenue une vérité acceptée par tous. Mais voter n'est qu'une manière parmi tant d'autres d'abdiquer son pouvoir. C'est comme choisir son poison, ou la matraque qui nous frappera.

"*Si voter changeait quelque chose, ça deviendrait illégal*", disait Emma Goldman. Aucune loi ne survit à l'épreuve du temps, et encore moins ceux qui les portent. Il est totalement vain de prétendre instaurer des "droits inaliénables" en faisant confiance à des personnes intéressées par le pouvoir politique. Et j'ajoute que le vote n'est pas totalement une passivité. Ce n'est pas qu'un hochement de tête timide, un simple geste. C'est au contraire un soutien actif à l'État. Chaque bulletin de vote est une preuve de plus aux yeux de l'État qu'il est indispensable, qu'il est la vraie démocratie. Non pas qu'une abstention massive ferait changer les choses, loin de là. Il resterait à l'État tout un tas d'arguments et de moyens d'apparaître comme la seule réalité politique. Mais ce serait déjà une arme de légitimation en moins pour l'État.